

**Nations unies - Syrie - Humanitaire
- Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 27 juillet 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie Mark Lowcock et Virginia Gamba pour leurs exposés toujours très éclairants et hélas toujours aussi sombres, ainsi que pour leurs efforts inlassables et ceux de leurs équipes.

Monsieur le Président,

Les civils continuent d'être les victimes et les cibles de la stratégie militaire du régime. La reprise du Sud-Ouest syrien est un nouvel épisode de la catastrophe humanitaire qui se déroule en Syrie depuis 2011. Que reste-t-il de la zone de désescalade et des engagements des garants du cessez le feu à réduire la violence et à faire respecter le droit international humanitaire ? À Idlib, la menace d'une offensive du régime, qui a été annoncée publiquement par Bachar al-Assad, est un drame annoncé pour les 2.2 millions de personnes qui s'y trouvent ; une telle offensive serait aussi une source de déstabilisation profonde non seulement pour le Nord syrien et la Turquie mais aussi pour l'ensemble de la région, notamment par la dispersion des combattants terroristes qu'elle ne manquera pas d'entraîner.

Prenons garde qu'une nouvelle offensive sanglante à Idlib n'ouvre le chapitre deux de la tragédie syrienne, celui de l'élargissement régional du conflit.

Dans ce contexte, je voudrais souligner trois priorités essentielles qui doivent guider notre action : la protection des populations vulnérables, la garantie des accès humanitaires, et une solution politique durable en Syrie, avec l'appui des Nations unies.

1. L'enjeu de la protection, c'est la première priorité, reste entier pour l'ensemble des populations vulnérables.

a/ En écho aux propos de Mme Gamba, je veux souligner la gravité des violations dont les enfants sont victimes en Syrie, qui en ont fait le pays le plus dangereux pour les enfants en 2018. Des dizaines de milliers d'enfants ont été tués ou blessés depuis le début du conflit du fait notamment des bombardements indiscriminés du régime. Une génération entière a été déscolarisée, avec les conséquences qui en résultent en termes d'insertion sociale et professionnelle et de radicalisation potentielle. Le recrutement et l'utilisation d'enfants, en particulier par des groupes terroristes tels que Daech, continuent à augmenter. 5,3 millions

d'enfants ont aujourd'hui besoin d'une assistance humanitaire. Il y a des mesures concrètes et immédiatement opérationnelles que nous appelons l'ensemble des parties au conflit à prendre d'urgence: s'abstenir de cibler les écoles et les infrastructures scolaires et médicales ; et préserver, dans la conduite des opérations, les zones civiles et les lieux habités.

b/ Monsieur le Président, je veux également revenir sur la nécessité urgente de garantir la sécurité des travailleurs humanitaires. Il faut obtenir l'assurance que les travailleurs humanitaires dans les zones qui ont été reprises par le régime seront protégés et que les services humanitaires destinés aux populations de ces zones se poursuivront. Nous sommes soulagés par l'opération réussie de sauvetage d'une partie des Casques blancs, qui ont sauvé de si nombreuses vies au péril de la leur, ayant été constamment ciblés par le régime syrien. Mais tous n'ont pas pu être évacués et les Casques blancs demeurés en Syrie sont désormais gravement menacés. Il est essentiel obtenir des garanties de sécurité pour ces individus et leur famille et s'assurer qu'ils ne soient pas la cible de représailles régime.

c/ Je veux également évoquer la protection des journalistes et de leurs familles pris au piège en Syrie. Vous savez combien cette question est prioritaire pour la France. J'en appelle à notre mobilisation collective à ce sujet.

d/ S'agissant des réfugiés, les conditions pour un retour sûr, digne et volontaire ne sont pas remplies aujourd'hui. Leur sécurité n'est pas assurée puisque le régime continue de violer tous les cessez-le-feu. Nombre d'entre eux sont exposés à des exactions ou sont enrôlés de force dans l'armée du régime à leur retour. La loi n°10, qui rend irréversibles les déplacements de population et constitue un pan de la stratégie d'ingénierie démographique du régime, est à ce titre une entrave majeure au retour des réfugiés et des déplacés. Nous demandons, avec l'UE, son abrogation ainsi que des dédommagements, et un travail de fond sur les restitutions de propriétés et la conscription. Je tiens aussi à marquer que cette question n'est pas circonscrite à un texte de loi, car la loi n°10 ne fait que formaliser et systématiser les pratiques du régime.

2. La seconde priorité que je souhaite souligner ici est l'accès humanitaire, qui continue de se détériorer en Syrie.

Le régime syrien continue en effet d'imposer des obstacles inacceptables à la délivrance de l'aide, en violation du droit international humanitaire.

Laisser passer cette aide indispensable partout, en particulier dans les zones difficiles d'accès, est une obligation qui s'impose à toutes les parties. Il est inadmissible de priver les populations d'une aide vitale, dont elles manquent cruellement, que ce soit à Idlib, dans la Ghouta orientale ou à Quneitra. Nous sommes particulièrement inquiets de la situation dans le sud du pays alors qu'aucun convoi transfrontalier depuis la Jordanie n'a pu être organisé depuis le 25 juin dernier. Ne subsiste que l'aide en provenance de Damas, mais elle n'est distribuée que dans les zones sous le contrôle du régime. Nous en appelons donc aux acteurs ayant de l'influence sur le régime pour que les convois transfrontaliers via la Jordanie soient rétablis et sécurisés dans les meilleurs délais. L'ensemble des convois doivent pouvoir circuler de manière sûre et sans entrave, dans l'ensemble du pays, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et conformément au droit international humanitaire.

Il est impératif que l'ensemble de la population dans le besoin bénéficie d'aide humanitaire sur la base d'une évaluation neutre réalisée par les Nations unies. La France s'est pleinement mobilisée pour répondre à ce défi. C'est dans cet objectif que le président Macron et le président Poutine ont décidé de mener un projet conjoint pour acheminer de l'aide humanitaire à Douma, dans la Ghouta orientale, où les besoins des populations demeurent considérables plusieurs mois après la fin des combats.

44 tonnes de matériel médical et de biens de première nécessité ont ainsi été acheminés de la France vers la Syrie via un avion russe dans la nuit du 20 au 21 juillet. La distribution des biens non-alimentaires aux bénéficiaires a eu lieu hier, 26 juillet, sous la coordination et en présence des Nations unies. Le matériel médical et les médicaments ont quant à eux été reçus par le centre de santé de Douma. Je tiens à saluer dans ce contexte l'action du Bureau des Coordination des affaires humanitaires et des agences des Nations unies, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que les populations de la Ghouta puissent recevoir cette aide dans les meilleures conditions. Ce résultat reste modeste bien sûr au regard de l'immensité des besoins, mais il introduit une véritable différence pour les populations d'une zone particulièrement éprouvée, et à laquelle cette aide ne serait sans doute pas parvenue autrement. Il faut naturellement faire plus, comme l'a bien souligné Mark Lowcock.

3. Pour autant, et c'est mon troisième point, la situation humanitaire ne sera jamais traitée durablement sans une percée du processus politique menée par les Nations unies.

Malgré ses reconquêtes, le régime n'enregistre que des victoires à la Pyrrhus, des "victoires sans paix". Comme le rappelle la résolution 2254, sans transition politique, la Syrie demeurera un facteur durable de déstabilisation régionale, faute de retour volontaire des réfugiés et des déplacés, dans des conditions sûres, dignes ; faute de financement de la reconstruction par les bailleurs multilatéraux ; et faute de réconciliation nationale qui permette d'endiguer le terrorisme, la présence de milices étrangères et la persistance d'une logique de guerre civile. Sur ces différents points, tout restera bloqué si nous n'avancons pas sur le processus politique.

À l'inverse, la poursuite de la stratégie militaire du régime sape les efforts entrepris par l'envoyé spécial du SGNU pour rapprocher les acteurs du conflit et relancer le processus politique autour de la formation d'un comité constitutionnel. Il est donc impératif que les soutiens du régime exercent les pressions nécessaires pour assurer un environnement propice à la poursuite des consultations lancées par l'envoyé spécial.

De la même façon, je redis ici clairement devant ce Conseil que nous ne prendrons pas part à la reconstruction de la Syrie sans qu'une transition politique soit effectivement mise en oeuvre, avec un processus constitutionnel et électoral sincère. C'est la condition sine qua non de la stabilité du pays et de notre contribution au financement de la reconstruction. À défaut, aucune raison ne pourra justifier que la France et l'UE s'engagent dans le financement de la reconstruction.

Monsieur le Président,

Pour permettre la stabilité du pays sur le long terme à travers une solution politique négociée, la France ne ménage et ne ménagera aucun effort pour encourager des convergences concrètes avec les acteurs importants du conflit, notamment ceux d'Astana et du Small Group./.

Je vous remercie./.